UNE EQUIPE OECUMENIQUE AU TIMOR ORIENTAL

Genève (SOEPI) - Une délégation internationale de représentants d'Eglises a réclamé la mise sur pied d'un groupe de travail oecuménique en vue d'encourager le dialogue avec les Eglises indonésiennes sur "un règlement juste et pacifique des tensions" au Timor oriental.

Invitée par la Communion des Eglises d'Indonésie (CCI), l'équipe, composée de cinq personnes, représentant le Conseil oecuménique des Eglises (COE) et la Conférence chrétienne d'Asie (CCA), et accompagnée du secrétaire général de la CCI, Joseph Pattiasina, a effectué une visite pastorale au Timor oriental du 16 au 19 avril.

Les tensions persistantes dans l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental, annexée par l'Indonésie en 1976, ont été portées sur la scène internationale en novembre 1991, lorsque des soldats indonésiens ont ouvert le feu sur de jeunes manifestants qui participaient à une cortège funèbre, faisant de nombreux morts et blessés (voir SOEPI No 29/1991). Mais le rapport de la délégation rappelle que les tentatives de débattre du problème lors de rencontres oecuméniques ces vingt dernières années ont provoqué "ressentiment, frustration, et relations oecuméniques tendues". Après que cette question eut été portée devant l'assemblée de 1985 de la CCA, les Eglises indonésiennes avaient suspendu leur adhésion à cet organisme jusqu'à l'an dernier.

Les membres de la délégation ont rencontré des représentants des autorités, des communautés, des femmes et des jeunes de l'Eglise chrétienne du Timor oriental (GKTT), le vice-gouverneur et le commandant militaire, des membres de l'Institut d'aide juridique et l'administrateur apostolique catholique romain de Dili, Carlos Ximenes Belo. Ils ont assisté aux cultes du Vendredi saint et de Pâques avec les communautés de l'Eglise chrétienne du Timor oriental.

Les efforts "intensifs" déployés par l'Indonésie depuis 1976 en vue d'intégrer et développer le Timor oriental "ne semblent pas avoir atteint complètement le but escompté", indique le rapport de l'équipe. Tout en reconnaissant que des "progrès considérables" ont été accomplis dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la communication, le rapport ajoute que "de grands problèmes subsistent au plan social, économique et politique". Les jeunes sont particulièrement touchés, ont appris les visiteurs, de nombreux emplois étant donnés à des personnes vivant hors de la province.

L'équipe s'est déclarée fortement préoccupée par la forte présence militaire au Timor oriental, mentionnant qu"un contrôle militaire constant sur la vie administrative, sociale, économique et politique ... constitue une grave source de tensions et de ressentiment permanents". Même si la délégation n'était pas chargée d'enquêter sur la fusillade de novembre, de nombreuses personnes ont évoqué "les effets de cette tragédie et les craintes qu'elle avait suscitées. La possibilité d'un renforcement de la répression, dans le contexte de directives plus dures des autorités militaires, doivent être un sujet de grave préoccupation pour les Eglises et la communauté oecuménique mondiale".

Le rapport fait état de "tensions sérieuses" entre les protestants et les catholiques du Timor oriental et "du manque de relations ou de dialogue entre les deux Eglises". La délégation a eu l'impression que l'Eglise chrétienne du Timor oriental, dont les membres comprennent le vice-gouverneur et le commandant militaire, "est vue comme l'Eglise du groupe politique, administratif et économique dominant" alors que la majorité de la population appartient à l'Eglise catholique, "largement considérée comme le porte-parole des espérances et des craintes du peuple". Lors d'une rencontre

avec le commandant militaire, les membres de l'équipe ont entendu que l'Eglise catholique est "la cause principale de tension dans la province".

"Le privilège relatif et la sécurité" de l'Eglise chrétienne du Timor oriental, indique le rapport, lui confère la responsabilité particulière "d'assurer l'intégrité de son témoignage de l'amour du Christ pour tous au Timor oriental, en particulier pour les pauvres, ceux qui souffrent et se sentent écartés des structures du pouvoir". La délégation croit que l'Eglise catholique "devrait être reconnue de façon appropriée comme le porte-parole d'une part importante de la population et s'exprimer en son nom sur les affaires de la province".

Le groupe de travail oecuménique proposé par la délégation devrait, selon elle, travailler en collaboration étroite avec l'Eglise catholique romaine; toutes les visites de la CCA et du COE au Timor oriental devraient à l'avenir inclure les catholiques romains; et ceux-ci devraient être invités à un colloque chargé d'étudier la situation sociale, économique, politique et culturelle du Timor oriental, de considérer les relations oecuméniques ainsi que les rapports entre l'Eglise et l'Etat dans ce pays et conseiller sur "le rôle de l'Eglise dans le domaine de la justice, de la paix et des droits de l'homme". La délégation a également appelé la Communion des Eglises d'Indonésie et l'Eglise chrétienne du Timor oriental à améliorer leurs relations avec l'Eglise catholique romaine du Timor oriental pour "témoigner plus efficacement de la seigneurie du Christ face aux espoirs et aux craintes du peuple".

Le rapport encourage aussi les Eglises du Timor oriental à "faciliter l'aide juridique et autre assistance aux victimes des violations des droits de l'homme" et à "exercer leur ministère pastoral auprès des familles des victimes".

L'équipe était composée de: Ermé Camba, secrétaire général de l'Eglise unie du Christ aux Philippines, David Gill, secrétaire général du Conseil des Eglises d'Australie, Soma Perera, président de la Commission "Justice et paix" du Conseil national des Eglises de Sri Lanka, Charles Harper et Clement John, membres du personnel du COE et de la CEA, et chargés des affaires internationales au sein de ces organisations.

SŒPI

Service Œcuménique de Presse et d'Information

Paraît en principe une fois par semaine.

150, ROUTE DE FERNEY CH - 1211 GENÈVE 2 SUISSE
TÉL. 791 61 53 / 791 61 11 - TÉLEX 415 730 OIK CH - TÉLÉFAX 798 13 46 - ADR. TÉLÉGR. OIKOUMENE GENÈVE

No 12 - 59e année 28 avril 1992

Sommaire: